

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard 10 novembre 2025 - 1,50 €

N° 161

Défaite commerciale absolue

Après la révélation que Shein vendait des poupées « pédopornographiques » (dont certains ont affirmé qu'elles sont estampillées « CE », c'est-à-dire considérées comme conformes aux normes européennes), les douanes françaises ont décidé d'un contrôle, le 6 octobre, de 200 000 colis chinois arrivés en une journée à Roissy, avec deux ministres venant se faire photographier devant un flacon de vernis à ongles déclaré par eux « non conforme ». Gesticulation grotesque, faisant ressortir qu'en temps normal peu de contrôles sont effectués au vu des quantités en cause. Les résultats de ces contrôles sont destinés à alimenter une enquête judiciaire et à remonter vers l'Union Européenne qui est sommée par la France de réagir en des délais plus courts que ses habituelles procédures, car il y a péril en la demeure. Mais les Allemands veulent éviter à tout prix une confrontation avec la Chine.

L'affaire Shein a révélé des statistiques hallucinantes. L'Union européenne aurait importé en 2024, par 600 avions gros-porteurs qui atterrissent chaque nuit sur son sol, plus de 4,6 milliards de colis en provenance à plus de 90 % de Chine. Pour la France, on parle de 1,5 milliard de colis dont 800 millions avec une valeur ne dépassant pas 150 euros.

En dessous de cette somme aucune taxe n'est prélevée. Vous vous croyez vertueux parce que vous n'avez jamais acheté quelque chose sur les plateformes Shein ou Temu. Vous êtes simplement des pigeons car, chez votre revendeur, vous avez acheté plus ou moins les mêmes produits provenant des mêmes endroits, mais trois à quatre fois plus chers parce que soumis à une TVA de 20 %, vendus par du personnel dont les charges représentent plus de la moitié du salaire dans des locaux hors de prix, rendus inaccessibles au nom de l'écologie et surtaxés par des maires follement dépensiers (mais qui s'insurgent contre l'arrivée de Shein au BHV

ex-Galleries La Fayette), à Grenoble par exemple...

C'est ce qu'ont constaté les visiteurs de Shein attirés par l'annonce des rayons physiques Shein dans le Bazar de l'Hôtel de Ville à Paris et bientôt ses déclinaisons dans plusieurs villes de province. La direction du BHV se félicite d'avoir reçu 50 000 visiteurs supplémentaires à Paris en 5 jours, avec un panier moyen de 45 euros (sur les 25 millions de clients Internet de Shein en France). Mais certains ont été déçus car, au lieu des 10 000 références de vêtements en perpétuelle évolution du site Internet, il n'y avait que 1 500 références de produits sélectionnés parmi les plus haut de

gamme... Une consommatrice habituée à acheter des jeans à 7 euros, en trouvait à 20 ou 40 euros en rayons. Qui plus est, comparant la référence avec son smartphone, elle s'apercevait que



SOMMAIRE

P. 1 : Défaite commerciale absolue. P. : 2 Rivalités internes. – Au service des citoyens. P. 3 : Lectures. P. 4 : Mercosur. – Jusqu'au Mexique. P. 5 : Mamdami. P. 6 : Soudan - Nigeria. P. 7 : Pour un Mutirão climatique.

■ **Justice :** La cour d'appel de Paris a examiné le 10 novembre la demande de mise en liberté de Nicolas Sarkozy et a décidé d'un placement sous contrôle judiciaire avec interdiction d'entrer en contact avec les protagonistes de l'affaire libyenne et avec le ministre de la Justice, ce qui sonne comme un désaveu de la visite rendue à la prison de la Santé par Gérard Darmanin le 29 octobre. Le 26 novembre, la Cour de cassation doit se prononcer sur la condamnation de Nicolas Sarkozy à 6 mois de bracelet électronique dans l'affaire Bygmalion. Il est également poursuivi dans l'affaire de la rétractation de Ziad Takieddine et de l'attribution au Qatar de la coupe de monde de football. L'appel du jugement dans l'affaire libyenne sera jugé en mars 2026.

■ **Musique :** Le magasin de musique et éditeur musical Paul Beusher, 27 Bd Beaumarchais à Paris, fondé en 1850, a définitivement déposé son bilan le 7 novembre.

■ **Téléphonie :** Le géant chinois du téléphone Huawei a construit, pour 300 millions d'euros, sa première usine hors de Chine à Brumath (Bas-Rhin) sur un site de 57 000 m² qui devait embaucher 300 personnes. Mais les antennes 5G qu'il devait y fabriquer ont été dénoncées aux États-Unis, au Canada et en Allemagne comme favorisant l'espionnage chinois. Elles devraient être interdites en l'Union européenne à partir de 2031. Huawei cherche à revendre son usine vide.

■ **Acier :** Le tribunal judiciaire de Strasbourg doit se prononcer le 12 novembre sur l'avenir de l'aciériste Novasco, après 4 redressements judiciaires depuis 2014. 760 emplois sont en cause dont 450 à Hagondange (Moselle). La situation actuelle de l'industrie automobile n'offre guère de possibilités.

Shein était en train de faire une promotion instantanée de quelques euros, que le BHV n'avait pas les moyens de répercuter. Elle décidait, après avoir vu le produit sur place, de le commander sur son téléphone... Combat perdu d'avance donc pour le commerce physique ?

On pourrait croire qu'au moins cette activité de colis profite à La Poste grâce aux partenariats liés récemment avec des géants chinois. Cela n'aura qu'un temps car de gigantesque logisticiens chinois ont pris pied en Europe et organisent eux-mêmes les livraisons « du dernier kilomètre ». Shein propose ainsi à ses clients le recours à GoFro, qui a huit établissements en France mais zéro salarié direct... Les Chinois contrôlent tout, des matières premières à la livraison chez vous. Pas une miette pour payer vos salaires et les charges d'un État obèse. Les dirigeants de l'UE, qui ont décidé l'interdiction des véhicules thermique en 2035, se rendent compte un peu tard qu'aucune batterie électrique n'est possible sans le bon vouloir de la Chine. Celle-ci contrôle l'essentiel des terres rares dans le monde. Même Donald Trump a dû en rabattre et n'a obtenu qu'un sursis d'une année en allant à Canossa, c'est-à-dire en Corée du Sud rencontrer, le 30 octobre, le président Xi Jinping qui menaçait d'interdire toute exportation de gallium, germanium, antimoine et autres métaux rares utilisés entre autres dans l'industrie d'armement...

Dans ce combat de Titans, les Européens sont destinés à être la valeur d'ajustement, victime des pressions et taxes américaines d'un côté, soumis à l'omnipotence de l'industrie et du commerce

chinois de l'autre. Rien de tout cela n'était imprévisible et les trahisons qui ont permis cette situation sont telles que désigner quelques boucs émissaires, comme le patron actuel du BHV par exemple, est odieux et dérisoire.

Frédéric Aimard

Rivalités internes

L'élection du président de la République au suffrage universel a transformé en conflit spectaculaire la rivalité qu'on observe dans la société entre deux personnes qui désirent le même objet, ou une troisième personne.

Dans la vie politique, l'objet en question n'est rien d'autre que le fauteuil présidentiel où, par définition, il n'y a pas de place pour deux. Dans les vingt premières années de la Ve République, les Français se passionnaient avant tout pour les luttes entre partis : gaullistes contre centristes en 1965, partis de droite contre partis de gauche à partir de 1974... Puis on a vu apparaître les luttes fratricides avec le long affrontement entre François Mitterrand et Michel Rocard. De 1979 à 1994, quinze années de guerre ouverte ou larvée ! En 1990, lors du congrès de Rennes, ce duel a été troublé par l'arrivée de Lionel Jospin, troisième larron qui l'a emporté sur les courants mitterrandiste et rocardien sans pouvoir entrer à l'Élysée. Dans tous les cas évoqués, les affrontements étaient idéologiques et parfois sociologiques. Les duels se sont ensuite multipliés dans les partis politiques pour des motifs personnels. C'est l'ambition qui oppose Jacques Chirac et Édouard Balladur, Martine

Aubry et Ségolène Royal, François Fillon et Jean-François Copé...

Nous observons aujourd'hui une généralisation de la « rivalité mimétique » décrite par le philosophe René Girard. Cette rivalité pour le même objet, qui peut aller jusqu'à la haine, ravage le « bloc central » où s'opposent Édouard Philippe et Gabriel Attal, en attendant Gérard Darmanin. La rivalité entre Bruno Retailleau et Laurent Wauquiez est manifeste mais d'autres candidats sont tapis dans l'ombre, par exemple Xavier Bertrand. Plus à droite, on voit poindre la rivalité entre Marine Le Pen et Jordan Bardella, mais ici c'est la justice qui tranchera, et il se pourrait que Sarah Knafo, entre en compétition avec Éric Zemmour...

Dans tous les camps, dans tous les duels, ce sont d'abord les idées qui mordent la poussière.

Claudine Uzerche

Au service des citoyens

La remise de la Légion d'Honneur à un élu local – maire et conseiller départemental – également député pendant trente ans a constitué non pas une manifestation compassée et convenue où l'on ne dit que du bien des présents, mais l'occasion de comprendre le service des citoyens. La plus haute et plus ancienne décoration française lui a de surcroît été épinglée par un grand industriel, signe de son implication dans le domaine économique et social, en présence de nombreux élus ainsi que de deux anciens ministres.

La surprise est venue de la volonté du récipiendaire de

rendre hommage à tous ceux qu'il avait côtoyés, depuis un ambassadeur africain venu exprès ce soir-là de la capitale jusqu'au simple et toujours disponible militant. Rappelant aussi bien ses origines familiales que son engagement professionnel, il s'est inscrit pleinement dans la tradition politique qu'il avait choisie tout en ne manquant pas de signaler les autres. En tout cas, lui, le gaulliste, a tenu à rappeler la cordialité de ses relations avec un maire voisin de stricte obédience communiste. De même, il a prononcé l'éloge d'un ancien curé de sa commune bien connu pour son action auprès des jeunes d'origine maghrébine, lequel a, d'ailleurs, ensuite confié les grands moments qu'il avait partagés en sa compagnie.

Cette convivialité n'a, bien sûr, jamais exclu discussions, confrontations et oppositions et il lui est arrivé de se heurter à certains collègues. Mais cet homme qui s'est toujours démené au service de ses concitoyens et qui n'a donc pratiquement jamais connu un week-end de repos a pu sans problème réunir autour de lui ceux qui ont été des partenaires. Cela sans renier son passé ni abdiquer ses convictions, n'hésitant ainsi pas à rappeler son ancrage dans l'histoire nationale, l'ancienne comme la contemporaine. Son discours de près d'une heure aura notamment permis de montrer que, pour servir ses concitoyens, il faut les connaître, eux et leur passé.

Précis

HUMOUR

La lettre « U »

À Pau, un hurluberlu s'amuse à voler la lettre « U » des enseignes des boutiques. La ville est sous le choc. Les com-

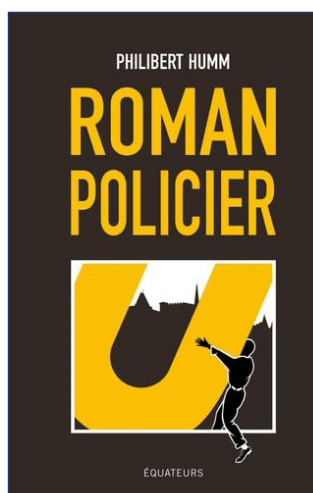


ROMAN

L'espion de Venise

1502. Machiavel n'est pas encore célèbre mais il est déjà brillant. La République de Florence l'envoie auprès de César Borgia pour une mission d'espionnage : il doit devenir le confident de l'ambitieux cardinal que les Florentins estiment menaçant. Objectif : cerner sa personnalité et surtout ses faiblesses. Une tâche simple a priori pour ce jeune homme érudit et passionné mais c'est sans compter l'apparition de la belle Dianora et la fascination qu'exercera « Le Prince » sur cet envoyé très spécial. Franco Bernini nous initie aux intrigues de pouvoir et d'amour dans l'Italie du XVI^e siècle.

« Le trône », Franco Bernini, Albin Michel, 480 p., 24,90 €.



merçants la trouvent mauvaises (plus exactement « mavaïses »). La police piétine. La presse s'indigne. À partir de ce fait divers réel, Philibert Humm mène une enquête loufoque où trois pieds nickelés, autoproclamés détectives privés, tentent de résoudre l'énigme avec une naïveté confondante.

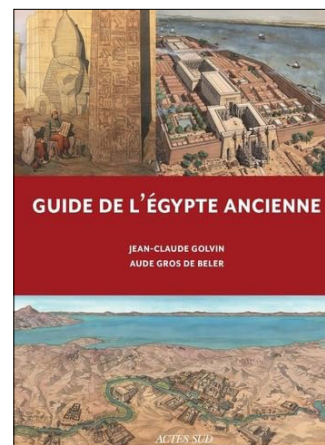
« Roman policier », Philibert Humm, Équateurs, 192 p., 22 €.

BEAU LIVRE

Splendeur antique

À quoi ressemblaient les villes, les pyramides et les temples de l'Égypte ancienne ? Ce guide restitue leur splendeur passée grâce à une multitude d'aquarelles. La puissance des monuments ainsi reconstitués, la beauté des couleurs, la finesse des personnages et les précisions historiques offrent une immersion unique au plus près du quotidien. Un beau livre à (s')offrir.

« Guide de l'Égypte ancienne », Jean-Claude Golvin & Aude Gros de Beler, Actes sud, 304 p., 27 €.



REVUE

Archie Shepp

Depuis soixante ans, le saxophoniste Archie Shepp illumine le jazz avec ses compositions. Il a joué avec les plus grands musiciens et a participé à de nombreux festivals en France. Jazz magazine lui consacre une interview fleuve qui retrace les meilleurs moments de sa longue carrière. Autres articles : le portrait de Sylvaine Helary, les nouveaux disques et les concerts du mois.

« Archie Shepp. 60 ans d'histoire(s) », Jazz magazine, novembre 2025, 7,50 €. En kiosque.



■ **Médecine** : La plateforme de prise de rendez-vous avec son médecin Doctolib a été condamnée à une amende de 4,6 millions d'euros d'amende pour abus de position dominante en France. Ses services sont utilisés par 50 millions de Français mais aussi par 90 millions d'Européens.

■ **Forêts** : Le nématode du pin, ver qui a dévasté les forêts d'Espagne et du Portugal a été identifié dans les Landes françaises la semaine dernière.

■ **Commerce** : Le groupe Grandfrais (produits alimentaires), 335 points de vente, a annoncé vouloir racheter 25 à 30 magasins Gifi (décoration et cadeaux), environ 600 points de vente. 300 emplois seraient ainsi sauvés et Gifi, qui ne peut faire face à la concurrence du commerce chinois par Internet, se désendetterait provisoirement.

■ **Religion** : Environ 10 000 personnes ont participé au Congrès Mission, du 7 au 9 novembre à Paris, dont le point central était la salle Arena-Bercy, avec de nombreux forums, des stands d'associations catholiques, des veillées de prière et des concerts de Pop Louange, des projections de films et des pièces de théâtre, ainsi que 4 grandes marches des Jeunes vers Notre-Dame de Paris.

■ **Télévision** : L'opérateur de diffusion TDF, après le départ de la TNT des chaînes du bouquet de Canal+ (dont une partie de la motivation a été l'interdiction de C8 par l'Arcom), souhaite augmenter fortement ses tarifs auprès des différentes chaînes françaises. Cela, d'autant plus que ses trois principaux actionnaires (les Canadiens Brookfield et PSP investments, et le Hollandais APG) souhaitent revendre leurs parts.

■ **Académie** : Le critique littéraire et romancier Éric Neu-hoff, 69 ans, et le romancier,

dramaturge et cinéaste Florian Zeller, 46 ans, ont été élus à l'Académie française le 6 novembre.

■ **Disparitions** : Louis Schweitzer, ancien président de Renault puis de la Halde, est décédé à 83 ans le 6 novembre. Le grand reporter et éditeur Jean-Claude Guillebaud, est décédé le 8 novembre à 81 ans.

■ **Hommage** : Après l'Assemblée nationale, le Sénat a voté, le 6 novembre, à l'unanimité, une proposition de loi élevant, 90 ans après sa mort, le capitaine Alfred Dreyfus au grade de général de brigade. Une journée de commémoration officielle aura lieu le 12 juillet.

■ **Maires** : Le 107^e congrès des maires de France a lieu à la porte de Versailles du 18 au 20 novembre.

■ **Violence** : Le 5 novembre, un toxicomane a percuté 3 piétons et deux cyclistes passants avec sa voiture en criant « *Alahou Akbar* ». Cependant le Parquet antiterroriste qu'il n'avait pas à se saisir de l'affaire faute de lien avec un quelconque réseau.

La Nation Française hebdo

directeur de la publication :
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip
60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre
N° TVA intracommunautaire
FR21418382149

ISSN 2967-2988

Imprimé par nos soins.

Mercosur :

En se prononçant depuis le Brésil pour une ratification de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mercosur (Amérique du Sud), comprenant un important volet agricole, le président de la République a entraîné de vives réactions des principaux syndicats français. En préambule à la COP 30 de Belém, conférence internationale sur les changements climatiques, Emmanuel Macron rencontrait son homologue brésilien, le président Lula, qui assure la présidence tournante du Mercosur (organisation qui inclue aussi l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay).

En qualifiant l'accord avec le Mercosur de « *plutôt positif* », au motif que des clauses protégeant l'agriculture européenne y figurent désormais, le chef de l'État français ne pouvait que déclencher une nouvelle polémique tant le sujet est, à juste titre, brûlant, dans une période de crise existentielle de l'agriculture française. Les présidents de la FNSEA et de la Coordination Rurale (CR), Arnaud Rousseau et Véronique Le Floch, n'ont pas manqué de réagir avec énergie, sans que les précisions apportées par la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard (LR) ne parviennent à les rassurer.

Parmi les inquiétudes des syndicats figure au premier plan la suppression partielle des droits de douane pour la production bovine d'Amérique du Sud importée en Europe mais suspectée de ne pas respecter les normes sanitaires et environnementales françaises. La CR n'a pas manqué de rappeler que depuis sa création en 1991,

elle réclamait une « exception agricole » excluant les productions agricoles des accords de libre échange internationaux, sur le modèle de l'exception culturelle qui a, par exemple, permis la survie d'une production cinématographique française.

Jean Bongrain

Jusqu'au Mexique...

Le président s'est rendu au Brésil les 5 et 6 novembre puis au Mexique le 7. On en a surtout retenu sa déclaration à Belém où il a opéré un revirement complet en faveur de l'accord commercial très contesté entre l'Union européenne et les pays du Mercosur, Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay. Même Annie Genevard, la ministre de l'Agriculture, a marqué son désaccord. Au-delà de cette volte-face ajoutant à son image d'inconsistance et d'absence de fermeté, de surcroît exprimée hors de France, ce déplacement illustre l'espèce de frénésie des voyages qui le caractérise comme si, bloqué et rejeté à l'intérieur, il cherchait à se répandre le plus possible à l'extérieur ; déjà en 2024, il avait effectué 94 déplacements à l'étranger, soit pratiquement deux par semaine.

Bien que la diplomatie ne se résume pas à des déclarations officielles, on peut quand même s'interroger lorsqu'on lit les comptes rendus officiels diffusés par l'Élysée. Par exemple, en ce qui concerne le Mexique, on apprend que « les deux chefs d'État ont tenu une réunion amicale et fructueuse à Mexico, le vendredi 7 novembre 2025 [...] et réaffirmé l'étendue et la profondeur du partenariat stratégique

qui unit les deux pays ». De même, Emmanuel Macron et la présidente Claudia Sheinbaum « ont affirmé l'importance de maintenir un ordre mondial fondé sur le droit international, le multilatéralisme, la démocratie, les droits de l'Homme et l'État de droit », appelant « au règlement pacifique des conflits dans le monde, en veillant à mettre fin aux hostilités et à conclure des accords de paix qui répondent aux intérêts de toutes les parties concernées afin d'être inclusifs et durables ». Pour appuyer leur adéquation à l'air du temps, ils « ont réaffirmé leur engagement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et leur volonté de défendre ensemble sur la scène internationale les principes de la diplomatie féministe » — on aimerait d'ailleurs en savoir plus. Enfin, conformément à la nouvelle mode, ils « sont convenus que, en 2026, dans le cadre des mécanismes de protection déterminés par les parties et sous une modalité de transports temporaires réciproques et simultanés, le Codex Azcatitlán sera exposé au Mexique et le Codex Boturini [l'un et l'autre du XVI^e siècle] sera exposé en France, dans le cadre du 200^e anniversaire des relations diplomatiques France-Mexique ». Bref, il n'a manqué qu'une allusion à l'expédition malheureuse de Napoléon III au Mexique...

Dans l'immédiat, le président va se rendre le 18 novembre en Allemagne à l'occasion du sommet sur la souveraineté numérique européenne, puis, du 20 au 25, à Maurice et en Afrique du Sud dans le cadre du G20, et enfin au Gabon et en Angola pour le sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine.

Aura-t-il eu le temps, le 9 novembre, de prendre connaissance du sondage Ipsos Bva publié dans La Tribune Dimanche lui donnant 19 % d'opinions favorables et 77 % de défavorables ?

Precy

Mamdani

Zohran Mamdani, âgé de 34 ans, citoyen américain musulman né en Ouganda de parents indiens, a été élu maire de New York le 4 novembre. Il représente la gauche, voire l'extrême gauche, du parti démocrate à travers les Democratic Socialists of America qui dénoncent « la structure de classe de la société américaine ». Au-delà des simplifications, des généralisations et même des rapprochements, par exemple avec le maire de Londres d'origine pakistanaise Sadiq Khan, il faut essayer de le connaître pour mieux le comprendre.

On doit d'abord noter qu'il a tout de même recueilli le vote de 33 % des électeurs juifs — tout comme de 47 % des catholiques, lesquels représentent un tiers des habitants de la ville, à côté de 8 % de juifs et 3 % de musulmans. Prudent, le nouveau maire a assuré que son administration « ne faiblira pas dans la lutte contre le fléau de l'antisémitisme ». Il se voit surtout un destin national : « en cette période d'obscurité politique, New York sera la lumière » face au « despote » Trump, qui n'a pas manqué de rappeler au « communiste » qu'il détenait les clés des subventions fédérales.

Soupçonné de proximité avec les Frères musulmans, Zohran Mamdani avait multiplié les déclarations à tout

le moins anti-israéliennes. En juin, il comparait ainsi les intifadas palestiniennes à la révolte du ghetto de Varsovie et, en octobre, refusait de demander le désarmement du Hamas, tandis que son épouse glorifiait la « résistance armée » du mouvement. Il n'a pas craint d'affirmer : « quand les bottes des flics new-yorkais vous écrasent, c'est Tsahal qui les a aidés à les enfiler ».

En 2023, à propos de la Palestine, il avait déjà développé une argumentation de type marxiste évoquant la convergence des conflits : « *Il existe de nombreuses occasions de montrer comment la lutte qui se déroule la-bas est étroitement liée aux intérêts capitalistes d'ici.* » À partir de là, il peut être situé dans la même mouvance que les décoloniaux, les indigénistes et autres militants wokistes toujours très actifs en Amérique du Nord, avec de fortes ramifications en Europe, notamment dans les mondes universitaire, politique et médiatique. Il n'apparaît pas non plus interdit de le croire influencé par son père, Mahmood Zamdani, actuel recteur de l'université internationale de Kampala et professeur à Columbia, spécialiste des fractures du monde post-colonial et auteur de Citoyen et sujet : l'Afrique contemporaine et l'héritage du colonialisme tardif, publié en France en 2004.

Zohran Mamdani peut se définir comme un produit du marketing décolonial, tendance frériste. Cette attitude rejoint l'antiaméricanisme d'origine soviétique, qui a amené beaucoup d'intellectuels à se rebeller contre la société pour afficher leur supériorité morale. Cette posture s'est davantage développée de l'autre côté

■ **Gaza** : La dépouille d'un soldat israélien tué en 2014 dans la bande de Gaza, et qui était conservée dans un tunnel sous Rafah, a été remise à Israël par le Hamas le 9 novembre en vertu de l'accord signé le 10 octobre dernier. Quatre autres corps restent à retrouver.

■ **Norvège** : L'opérateur public de bus d'Oslo a rendu public, le 28 octobre, les résultats d'une étude menée sur deux bus mais qui concerne potentiellement les 1 350 bus électriques chinois achetés par la Norvège, dont 800 auprès du constructeur Yutong. Il s'avère que par le biais des mises à jour informatiques, ce dernier est en mesure de mettre hors service à distance l'ensemble des bus les plus modernes qu'il a livrés. Cela pose un problème de souveraineté alors que 1 268 nouveaux bus électriques chinois sont en attente de livraison. Le Danemark est exactement dans la même situation.

■ **Sénégal** : Le chef de la mission du FMI au Sénégal, Edward Gemayel, a estimé, le jeudi 6 novembre, que l'existence d'une importante dette cachée par des jeux d'écritures, accumulée entre 2019 et 2024 (7 milliards de dollars), empêchait tout accord rapide sur un nouveau prêt par le FMI. La dette du Sénégal est estimée à 132 % de son Produit intérieur brut.

■ **États-Unis** : L'absence d'accord parlementaire entre Démocrates et Républicains sur le budget de l'État a provoqué un « shutdown » qui s'éternise depuis plus d'un mois. Un million d'employés fédéraux ne sont plus payés et de nombreux services publics sont à l'arrêt. Des centaines de vols aériens ont été annulés. Mais le 9 novembre, 7 sénateurs démocrates et un indépendants ont accepté de joindre leurs voix aux 53 Républicains sur un texte de compromis, ce qui permet d'espérer une sortie de crise grâce à la majorité de 60 voix nécessaire.

■ **Argentine** : Le président argentin a confirmé, le 6 novembre, qu'il a donné sa préférence à une commande de trois sous-marins français de type Scorpène conçus par Naval Group, de préférence à l'offre allemande. Le montant global du contrat, avec quelques patrouilleurs offshore de type Kership, pourrait dépasser les 2,3 milliards d'euros.

■ **Grande-Bretagne** : Accusés d'avoir couvert des coupes tendancieuses dans un discours de Donald Trump en 2021 pour faire apparaître celui-ci comme l'instigateur de l'invasion du Capitole, le directeur général et la directrice de l'information de la BBC ont dû présenter leur démission le 9 novembre 2025 (sans effet immédiat). Le président du groupe audiovisuel public Samir Shah s'est excusé le 10 novembre. Le président Trump a menacé de faire un procès en diffamation « à un million de dollars » à la BBC pour sa partialité.

■ **Madagascar** : Deux entrepreneurs étrangers, dont la nationalité n'a pas été révélée, suspectés de vouloir faire assassiner le nouveau président Michael Randrianirina, ont été arrêtés le 8 novembre.

■ **Ukraine** : Une attaque russe avec 450 drones et 45 missiles le 8 novembre a causé des dégâts majeurs sur l'industrie électrique ukrainienne. Le taux d'interception de missiles n'aurait été que de 49 %. Une attaque, la veille, de plus de 500 drones avait été mieux contrée avec près de 80 % d'interception. L'Ukraine manque dramatiquement de munitions.

■ **Philippines** : Après le typhon Kalmaegi qui a fait plus de 230 morts dans la province de Cebu le 7 novembre, le super-typhon Fung-Wong a provoqué le déplacement de 1 200 000 personnes les 8 et 9 novembre.

■ **Algérie** : Le président allemand Frank-Walter Steinmeier a demandé, lors d'une commu-

de l'Atlantique, même si, en France notamment, les Frères musulmans étendent leur toile. En ce qui concerne New York, il semble bien que les islamistes aient misé sur le bon cheval. La radicalisation ne s'exprime en effet pas que par des attentats.

Jean Étèveaux

Soudan - Nigeria

Le 26 octobre, après un siège de 500 jours, la capitale du Darfour, El-Fasher, est tombée aux mains des « Forces de soutien rapide », une faction en lutte avec l'armée régulière soudanaise depuis 2023. Vingt ans plus tôt, la même région s'était trouvée au cœur d'un affrontement aussi meurtrier. L'attention internationale avait été mise en alerte. Des poursuites avaient été engagées contre le président de l'époque, Omar el-Béchir, devant la Cour Pénale internationale (CPI) de La Haye qui venait de voir le jour. Le fils du célèbre pasteur américain Billy Graham, à la pointe de la mobilisation avec son organisation « le Bon Samaritain », fut ainsi à l'origine de l'adoption par le Congrès américain en 1998 d'une « loi sur la liberté religieuse » qui prévoit notamment une évaluation dans chaque pays des discriminations ou des persécutions religieuses avec éventuellement des sanctions à la clé. À l'époque, les Chrétiens du Soudan majoritaires au Sud avaient, sous la pression américaine, gagné leur indépendance formalisée en 2011. Les atrocités commises aujourd'hui au Soudan n'opposent donc plus des Islamistes à des Chrétiens,

même pas des Islamistes entre eux, mais des milices indifféremment, une soldatesque plus ou moins incontrôlée, une violence aveugle, le sang pour le sang.

Le 30 octobre, la Commission américaine chargée d'évaluer la liberté religieuse a ciblé non pas le Soudan mais le Nigeria classant ce pays comme « particulièrement préoccupant ». Le lendemain, le président Donald Trump enjoignait son homologue nigérian de faire cesser les « tueries » visant les Chrétiens évoquant même une intervention militaire, avertissement répété le 5 novembre. Le Nigeria est un pays de 236 millions d'habitants dont 93 millions sont Chrétiens, le reste Musulman. Les premiers sont majoritaires au Sud, les seconds au Nord, plusieurs États étant même officiellement sous la Charia. Au Nord-Est, vers le lac Tchad, des groupes terroristes (Boko Haram, État islamique et Al-Qaïda) mènent une lutte armée avec des enlèvements mais qui visent surtout les populations musulmanes locales. En revanche, des Chrétiens sont concernés par des attaques dans la zone centrale qui est une région où les deux communautés coexistent. Le conflit se superpose comme dans la plupart des régions africaines à des questions ethniques et économiques (éleveurs contre agriculteurs).

Sans se prononcer sur le fond, il suffit de souligner qu'il serait extrêmement compliqué pour des forces militaires américaines d'intervenir dans ce contexte. On ne les voit pas distinguer entre qui et qui, tant les populations sont imbriquées. C'est bien plus flou ici que dans le désert syrien. Les États-Unis comme la France

ont perdu leurs bases au Niger voisin. Il faudrait agir par la mer, le golfe de Guinée, y faire venir un groupe aéronaval, lequel pour l'un est déjà en route pour le Venezuela, les autres mobilisés en Asie ou au Moyen-Orient.

Vous avez aimé le Sahel, vous adorerez le Nigeria. Mais que fait-on du Soudan ?

Dominique Decherf

nication téléphonique le 10 novembre, avec le président algérien Abdelmadjid Tebboune, une mesure de grâce pour Boualem Sansal. Il a proposé que l'Allemagne puisse accueillir l'écrivain franco-algérien de 76 ans qui souffre d'un grave cancer pour le soigner.

■ **Suède** : Le gouvernement libéral conservateur avait annoncé, le 30 octobre, qu'il portait la prime de retour chez eux des étrangers non suffisamment intégrés à 350 000 couronnes. Une politique de « retour forcé » qui suscite un mouvement d'opposition remarqué parmi les élus de 130 communes (sur 290).

■ **Iran** : 15 provinces sur 31 sont dans un état de sécheresse catastrophique pour la sixième année consécutive. Des villes pourraient devoir être évacuées.

■ **Sport automobile** : La Suisse Laura Villars a demandé au tribunal judiciaire de Paris de bloquer la procédure de réélection du président actuel de la Fifa, l'émirati Mohammed Ben Sulayem, au motif qu'il est techniquement impossible de faire valider une quelconque candidature à cause de statuts antidémocratiques. Le jugement doit être prononcé le 3 décembre.

■ **Église** : Le Pape Léon XIV a convoqué pour les 7 et 8 janvier, un consistoire extraordinaire du Collège des cardinaux. Il n'en a pas révélé le sujet.

Pour un mutirão climatique

par Fabrice de Chanceuil.

La 30^e conférence des parties (COP 30) de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique s'est ouverte le lundi 10 novembre à Belém (Brésil) où elle se poursuivra jusqu'au vendredi 21 novembre. Elle a été précédée par un prélude le jeudi 6 novembre auquel a participé une cinquantaine de chefs d'État et de gouvernement dont le président français Emmanuel Macron. Pour cette trentième édition règne la plus grande prudence quant à ses résultats au regard de ceux des précédentes conférences et de la situation internationale.

De fait, cette nouvelle COP ne suscite aucun enthousiasme faute d'attentes fortes susceptibles d'être satisfaites comme il a y dix ans à Paris pour la COP 21, ni résignation compte tenu de la nécessité de progresser, d'une manière ou d'une autre, face à la montée, pour l'heure inexorable, du réchauffement climatique.

Comme c'était au tour de l'Amérique latine d'organiser cette conférence annuelle, c'est le Brésil qui a été choisi et celui-ci a décidé de la tenir à Belém, principale ville de l'Amazonie élevée provisoirement au titre de capitale symbolique du pays pendant la durée du sommet.

Ce choix avait un double sens : mettre en avant une cité un peu oubliée de 1,4 million d'habitants dont la moitié habitant dans des favelas et appeler l'attention de la communauté internationale sur les efforts conduits par le Brésil pour lutter contre la déforestation de l'Amazonie. Mais ce choix n'est pas sans conséquence car les infrastructures limitées de la cité hôte ont entraîné un surenchérissement des hébergements au point que le président autrichien a renoncé à être présent. Il a même fallu affréter deux navires de croisière au débouché de l'Amazone pour accueillir les délégations des pays les plus pauvres. Le problème ne s'est pas posé pour les États-Unis puisque le président Donald Trump a lui aussi renoncé à être présent et à n'envoyer aucune délégation mais pour d'autres raisons, en l'occurrence son climato-scepticisme affirmé et son refus de revoir mis en cause les énergies fossiles.

En effet, l'un des résultats les plus inattendus de la COP 28 réunie à Dubaï en 2023 a été l'engagement de l'ensemble des nations représentées de sortir, à terme, des énergies non renouvelables. Et c'est bien sur ce thème que la président brésilien Luiz Inácio

Lula da Silva souhaiterait voir une avancée concrète à l'issue de la COP 30.

Dans son discours introductif, lors du prélude du 6 novembre, il en a ainsi appelé à une feuille de route pour « surmonter la dépendance aux combustibles fossiles ». Ce qui a tout de suite permis à ses contradicteurs de pointer une contradiction alors que le gouvernement brésilien vient de lancer une exploration pétrolière au large de l'Amazonie. « Ce n'est pas facile » a consenti le président Lula qui pense néanmoins que les pays en développement devrait pouvoir bénéficier d'un sursis par rapport aux pays les développés ayant assis leur richesse sur l'exploitation des énergies fossiles.

Il est peu probable qu'une décision formelle soit prise à ce sujet mais la COP 30 pourrait accorder une place centrale aux engagements volontaires des pays, donnant ainsi une perspective plus sûre aux résultats concrets espérés.

L'autre point sensible, comme d'ailleurs pour toutes les COP qui ont précédé, est celui du financement. Là encore, lors de la COP 29 tenue l'an dernier à Bakou, un accord inespéré avait été arraché sur la finance climatique. Reste encore à le concrétiser, ce qui est surtout l'attente des pays les moins avancés et aussi les plus exposés, en particulier les petits États insulaires en développement.

Regroupés au sein de l'AOSIS, forte aujourd'hui de 39 membres, c'est cette alliance qui avait fait inscrire, dans les conclusions de la COP 21 tenue à Paris en 2015, la nécessité de limiter, à l'horizon de 2030, l'augmentation des températures à 1,5 degré par rapport à l'ère préindustrielle. À l'approche de l'échéance, il est désormais peu probable que cet objectif sera tenu, faisant dire au secrétaire général de l'ONU, António Guterres, lors du prélude inaugural, « Nous avons échoué ». Ce qui ne doit pas faire renoncer, pour autant, à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

D'où le mot d'ordre de la présidence brésilienne de la conférence pour un « mutirão », mot issu de la langue tipu-guarani et pouvant se traduire par une action collective en faveur du bien commun.

Saint Thomas d'Aquin le disait déjà, bien commun et aCréation ne font qu'un. ■

Lis & Parle

ÉDITIONS

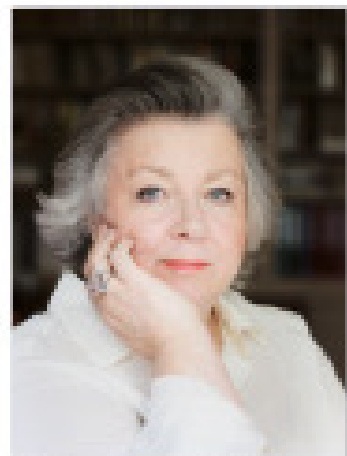
INVITATION - **DÉDICACE**

*Les Éditions Lis & Parle et la Librairie éphémère Haussmann
ont le plaisir de vous inviter à la dédicace du livre de*

LAURENCE VARAUT

À l'affiche

Le lundi 24 novembre 2025
de 18h00 à 20h00



LAURENCE VARAUT

109 boulevard Haussmann

75008 Paris

Ligne 10 : Miromesnil ou Saint Augustin

Bus: 22, 52, 84, 94